

Quel enseignement pour demain?

Le lycée dysfonctionne mais ce n'est pas avec une réforme budgétaire que le système s'améliorera.

La sélection du supérieur s'étend au secondaire...

On connaît tous parcours sup: la sélection des élèves pour le supérieur. **Désormais un tri se fera dès les années de lycée.**

2000 postes d'enseignants seront supprimés entraînant moins de prise en charge pour les élèves. Des classes surchargées avec des effectifs de minimum 35 continueront sans complexe d'être la norme. Les cours magistraux sont le mot d'ordre de la réforme. Autonomie et travail collectif sont ainsi mis de côté.

De nombreux comités d'enseignants dénoncent des programmes surchargés. Actuellement les programmes d'histoire-géographie sont déjà considérés comme infaisables, pourtant la réforme réduit l'enseignement de cette matière à 3h par semaine: On demande de couvrir mieux les chapitres avec moins d'heures de cours. Tout cela ne fera qu'augmenter les **décrochages scolaires**.

...induisant des inégalités territoriales...

Le bac sera également réformé. Si le contrôle continu peut être une bonne chose il doit néanmoins rester national et commun à tous. Les professeurs pourront piocher des sujets dans une banque nationale mais tout aussi bien les concevoir eux-mêmes. Comment dévaloriser davantage le bac ? On passera le bac de notre établissement, le prestige du diplôme sera relatif à l'endroit où on l'a obtenu. Ce qui renforcera le **"tri social"**.

Le gouvernement propose douze options qui compléteront les cours du tronc commun. Selon les lycées, les options seront différentes et en quantité variable. Il est prévu que la plupart des établissements en aient sept, mais le ministère de l'éducation a récemment annoncé que certains lycées ne pourront en obtenir que cinq.

Ainsi, certains lycéens seront amenés à jongler entre deux établissements dits "voisins".
Comment faire dans les zones rurales ? Quel avenir pour les petits lycées?

...et une orientation précoce.

Le tronc commun propose des matières plutôt littéraires. A cela s'ajouteront trois options en 1ère puis deux en Terminale. Les disciplines seront ainsi mise en concurrence... Les élèves auront du mal à trouver du sens pour la spécialité qui passera à la trappe en terminale.

Ces filières nous spécialisent donc nous **orientent de manière précoce** car l'université a des attendus précis. **Le lycée est réformé sans cohérence avec la fac** qui ne changera pas les contenus de ses cursus.

Cette réforme est démagogique...

On promet des «parcours personnalisés »(dixit M. Blanquer) mais les moyens mis en oeuvre pour satisfaire les demandes sont inexistantes. On ne pourra pas réellement choisir toutes nos options. Tout d'abord pour la raison purement pratique des emplois du temps. Les doublettes et triplètes

d'options seront sûrement (mais nous n'en savons toujours rien...) déterminés. Il est certain que **les choix de tous les lycéens ne pourront pas être satisfaits** pour des raisons d'effectifs. **La sélection est d'autant plus renforcée.**

Tout est basé sur des promesses. Le gouvernement nous laisse volontairement dans le flou sur les programmes pour éviter des contre-argumentaires. A l'heure où les programmes paraîtront, les professeurs seront déjà dans l'urgence pour leurs futurs cours.

Sur le centre ville de Grenoble, le rectorat prévoit de créer trois pôles: littéraire à Stendhal, scientifique à Champollion et un économique et social à Mounier. Au final, les filières se recréent, les lycées se spécialisent et les élèves devront s'adapter.

Si cette année, la filière art du spectacle à Stendhal est conservée ce ne sera pas la même chose dans les lycées excentrés qui devront satisfaire la demande générale. Les matières scientifiques seront encore enseignées au détriment d'autres comme les filières artistiques qui restent minoritaires.

...,elle cache une baisse de qualité de l'enseignement...

Les **programmes passéistes** sont dénoncés par de nombreux comités d'enseignants comme le collectif d'historiens et géographes *Aggiornamento*. Le CSP (conseil supérieur des programmes) « ignorent les avancées universitaires de ces trente dernières années ». Le programme d'histoire est jugé « **encyclopédique et discriminant** ». Pure érudition donc qui ne laisse pas place à l'esprit critique.

Dans l'enseignement commun de géographie, sur les trois années de lycée, seule la France est étudiée. On ne parle pas de transition écologique ou énergétique, on ne parle plus des questions de justice spatiale et les notions de ségrégation et gentrification seront oubliées. Et les migrations forcés? et les réfugiés?

L'histoire devient un **roman national** avec un focus sur l'Etat français et le concept de nation. On ne parle plus des conséquences de l'esclavage dans les sociétés d'Outre-mer, ni des femmes (sauf des femmes "prétexte" comme Jeanne d'Arc). L'histoire s'incarne par des grands hommes qui nient les évolutions par des changements de mentalités, ainsi que par les luttes populaires.

Pour avoir un enseignement fonctionnel en SES, il faut passer par l'étude des mathématiques. Pourtant, en première, il n'existe qu'une spécialité maths jugée plus dure que le programme de S actuel! Cela n'a aucun sens et généralisera les décrochages dans cette matière déjà redoutée. L'option allégée «maths complémentaires» n'apparaîtra qu'en Terminale.

On pourrait encore citer de nombreuses incohérence ou inadaptations.

...et une dévalorisation des bac pros.

Une année de bac pro avait déjà été supprimée en 2009. Le gouvernement veut encore diminuer le temps d'enseignement de 10% dans les matières générales. Cela crée des **difficultés d'embauche à la sortie avec la dévalorisation de ce diplôme**, notamment dans le secteur tertiaire (gestion, commerce,...). et engendre des difficultés de reconversion si l'enseignement générale n'est pas approfondi.

Le monde de l'emploi change rapidement et exige une adaptation rapide dans les filières professionnelles!!

Et pour approfondir l'enseignement, les places en BTS et en IUT sont insuffisantes mais l'université n'est pas non plus une option, seulement 3% des 14 000 élèves issus d'un bac pro réussissent leur licence. On constate le **mépris social** car un tiers des élèves de bac pro sont boursiers...

**OUI le lycée doit être réformé pour atténuer les inégalités sociales!
Mais cette réforme budgétaire et précipitée va dans le sens inverse,
favorisant la sélection et un système élitiste!**

collectif d'élèves de Stendhal